

19 novembre 2019

Communiqué de presse

Cas groupés de cancers pédiatriques en Loire-Atlantique : les résultats de l'étude épidémiologique présentés lors du 5^{ème} comité de suivi

Santé publique France présente les résultats de l'étude épidémiologique

Santé publique France a présenté lors du 5^{ème} comité de suivi, les résultats de l'investigation épidémiologique menée depuis mars 2019. Ces résultats ont été partagés dans un premier temps le 8 novembre dernier avec les familles ayant participé.

L'analyse épidémiologique valide le fait que le nombre de cancers pédiatriques sur le secteur des 7 communes sur la période 2015-2019 est plus important que ce que l'on observe en moyenne en France.

En parallèle, le questionnaire épidémiologique a cherché la présence d'un facteur de risque documenté dans la littérature scientifique sur le secteur qui serait commun aux enfants. Ce travail a été réalisé avec les 13 familles entre juillet et septembre 2019. L'analyse de ce vaste panel d'informations n'a pas identifié d'exposition à un tel facteur de risque susceptible d'expliquer le regroupement de cancers observé.

Les résultats de ces travaux amènent Santé publique France à conclure à la présence d'un regroupement spatio- temporel sans cause commune identifiée. Ainsi, d'après le guide d'investigation de Santé publique France et plus largement de la méthodologie internationale il est recommandé :

- ✓ De ne pas poursuivre les investigations épidémiologiques localement
- ✓ De ne pas engager d'investigations et prélèvements environnementaux supplémentaires

Dans ce contexte, Santé publique France propose de mettre en place une surveillance active en collaboration avec le CHU de Nantes pour identifier tout nouveau cas de cancer sur le secteur. Les mêmes modalités d'enquête épidémiologique seront reconduites et un questionnaire leur sera adressé afin de documenter leurs expositions et les facteurs de risque recherchés.

Les connaissances scientifiques aujourd'hui sur les causes des cancers de l'enfant et le potentiel rôle des expositions environnementales dans ce processus restent parcellaires. La recherche fondamentale sur les causes des cancers pédiatriques devrait permettre dans l'avenir d'enrichir les connaissances et ainsi d'améliorer les outils d'investigation disponibles pour répondre aux interrogations de la population face à un regroupement de cas de cancers pédiatriques.

Santé publique France agit par ailleurs dans le but d'élargir les connaissances et nourrir la recherche :

- Le volet biosurveillance de l'étude Esteban permet à partir de prélèvements (urine, sang, cheveux) de mesurer les expositions de la population à différents polluants et métaux. Si ces mesures ne sont pas prédictives d'effets sanitaires, elles permettent de proposer des recommandations pour diminuer l'exposition et disposer de valeurs de références en population générale et de surveiller les évolutions des expositions aux substances qui nous entourent.

- GEOCAP-AGRI est une étude nationale en partenariat avec le Registre National des Cancers d'Enfant et l'Anses. Elle étudie le risque de cancers d'enfants en fonction de la proximité de certaines familles de cultures.

Santé publique France a lancé en septembre le site « Agir pour bébé » : <https://agir-pour-bebe.fr/>. L'objectif est d'informer les futurs parents et parents de nouveau-nés sur l'influence pendant la grossesse et la petite enfance des environnements (chimiques, physiques, sociaux, affectifs etc.) sur leur santé et celle de leur enfant. Le site regroupe de nombreux conseils pratiques qui reposent sur des informations scientifiquement validées.

Analyses dans les logements construits sur l'ancien site industriel Leduc : aucun risque sanitaire identifié

Les investigations menées par la DREAL liées à l'ancien site Leduc où étaient fabriquées des charpentes se sont poursuivies en septembre 2019 dans les logements construits au droit du site industriel. **Ces analyses écartent l'existence d'un risque sanitaire en lien avec l'ancien site Leduc pour les habitants de ces logements.** Les résultats obtenus démontrent que les travaux de dépollution réalisés au moment de la cessation d'activités ont été efficaces. A travers 78 prélèvements, les investigations approfondies ont porté sur le sol, l'eau (potable et souterraine), l'air intérieur et extérieur.

Les investigations diligentées jusqu'à présent écartent donc le site Leduc comme source potentielle de pollution. De nouvelles analyses sont prévues en janvier 2020 en période hivernale pour confirmer les 1ers résultats obtenus. Pour rappel, les prélèvements réalisés en juillet avaient déjà démontré l'absence d'impact sanitaire du site Leduc au niveau de l'école Notre-Dame de Lourdes.

La DREAL poursuit également ses investigations sur les autres sites industriels potentiellement pollués dans le périmètre de l'étude, sachant que les analyses menées jusqu'à présent écartent ces sites comme potentielles sources d'exposition des populations.

Les levées de doute se poursuivent à l'école et dans les logements

Des diagnostics ont été réalisés par l'ARS au cours de l'été dans 17 logements d'enfants atteints de cancer. Des mesures environnementales portant sur l'eau, l'air intérieur, les rayonnements ionisants et les champs électromagnétiques sont programmées d'ici la fin du mois de janvier 2020.

Par ailleurs, la deuxième campagne de levée de doute à l'Ecole Notre-Dame de Lourdes se poursuivra jusqu'à fin janvier 2020. Elle a débuté avec la pose de dosimètres radon début octobre.

Agir en prévention pour améliorer les milieux de vie

A la demande des parties prenantes et des élus, l'ARS a présenté les actions de prévention qui pourraient être mises en place pour améliorer les milieux de vie des habitants de Ste-Pazanne et des communes environnantes : dépistage du risque radon, réduction des expositions aux pesticides, urbanisme favorable à la santé, lutte contre l'habitat insalubre... Ces actions pourront être mises en œuvre dans les bâtiments collectifs (écoles, crèches, établissements recevant du public...), dans les logements privés et, plus généralement, dans l'espace public.

Pour accompagner cette mobilisation au service de la prévention, l'ARS et les maires concernés (Communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz) ont décidé d'engager une démarche visant à signer un Contrat local de santé (CLS) en 2020. Cette démarche, concertée et participative, commencera par un diagnostic partagé des enjeux de santé et des attentes des habitants de la communauté d'agglomération.

Plus d'information sur le Contrat local de santé : www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr/le-contrat-local-de-sante-cls

**Une réunion publique est organisée par l'ARS, Santé publique France et la
Mairie de Ste-Pazanne le lundi 25 novembre à 19h à Ste Pazanne (Salle Escalé).**

Prochain comité de suivi : mardi 3 mars 2020

Plus d'information et précédents communiqués de presse

Sur le site de l'ARS : www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr/investigations-sur-lexces-de-cas-de-cancers-pediatriques-sur-le-secteur-de-ste-pazanne

Sur le site de Santé publique France : <https://www.santepubliquefrance.fr/regions/pays-de-la-loire/article/cas-groupes-de-cancers-pediatriques-communes-de-loire-atlantique>

Contacts presse

ARS Pays de la Loire - Service communication - 06 78 26 56 94 – ars-pdl-communication@ars.sante.fr

Santé publique France - presse@santepubliquefrance.fr

Vanessa Lemoine : 01 55 12 53 36

Cynthia Bessarion : 01 71 80 15 66 - Stéphanie Champion : 01 41 79 67 48

Préfecture de la région Pays de la Loire

pref-communication@loire-atlantique.gouv.fr